

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 26 octobre 2012

Adresse postale
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique
DREAL PACA
Unité Territoriale de Vaucluse
Cité administrative
Bâtiment 1 porte B
84000 AVIGNON

Affaire suivie par :

Tél. : 04.88.17.89.11 – Fax : 04.88.17.89.48

Référence : D-0061-2012-UT84-Sub3

N° S3IC : 64-10743 / P3

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Demande d'autorisation d'exploiter un centre de récupération des métaux ferreux et non ferreux, de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de LE PONTET.

Pétitionnaire : Société METAUX PICAUD SAS à SORGUES.
(P3 – N° S3IC : 064-10743).

Référence : Transmissions de la Préfecture de Vaucluse du 31 août 2012.

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

RECEVABILITE DU DOSSIER

Par bordereau en date du 31 août 2012, Monsieur le Préfet de Vaucluse a adressé à l'inspection des installations classées, pour avis, un dossier de demande d'autorisation de la société « METAUX PICAUD SAS » déposé le 22 août 2012 pour un centre de récupération des métaux ferreux et non ferreux, de déchets non dangereux sur le territoire de la commune du Pontet.

1 - INSTALLATIONS CLASSEES ET REGIME

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L.512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime*	Quantité
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface de stockage étant supérieure ou égale à 1 000 m ² .	2713-1	A	20 000 m ²
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent étant supérieure ou égale à 1 000 m ³ .	2714-1	A	2 000 m ³
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets pouvant être traitée étant supérieure ou égale à 10 t/j.	2791-1	A	150 t/j
Stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être présent étant supérieure ou égale à 1 000 m ³ mais inférieure à 10 000 m ³ .	2663-2-b	D	2 000 m ³

2 - CARACTÈRE COMPLET OU NON DU DOSSIER

Le dossier de demande d'autorisation présenté par la société « METAUX PICAUD SAS » comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R.512-2 à R.512-10 du Code de l'Environnement.

4. - CARACTÈRE RÉGULIER OU NON DU DOSSIER

Conformément aux dispositions des articles R.512-6 à R.512-10 du Code de l'Environnement, le contenu des différents éléments fournis doit être en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, avec l'importance des dangers de l'installation et de leurs conséquences prévisibles en cas de sinistre, au regard des intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement.

Les éléments du dossier paraissent suffisamment développés pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier au cours de la procédure les caractéristiques du projet d'exploitation de l'installation, sur son site, dans son environnement.

5.- PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'avis formulé dans le présent rapport est émis sans préjuger des consultations prévues dans le cadre de la procédure réglementaire ; lesquelles sont susceptibles de faire évoluer la perception des différents éléments du dossier.

En regard des dispositions des articles R.512-2 à R.512-10 du Code de l'Environnement, le contenu des différents éléments fournis par la société paraît, à ce stade d'examen de la demande, en relation avec l'importance de l'installation projetée, avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, avec l'importance des dangers de l'installation et de leurs conséquences prévisibles en cas de sinistre, au regard des intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement.

Le dossier de demande peut être estimé complet et régulier, et communiqué, sous un mois, au président du tribunal administratif en application des dispositions de l'article R.512-14 du Code de l'Environnement.

Par ailleurs et conformément à l'article R.512-21 du Code de l'Environnement, l'inspection des installations classées vous propose de consulter les services suivants, en leur demandant de se prononcer dans le délai de trente jours, faute de quoi l'avis sera réputé émis, au double titre de la qualité environnementale du projet (pour répondre à l'avis de l'autorité environnementale) et de l'instruction du dossier installations classées pour la protection de l'environnement :

- l'Institut national de l'origine et de la qualité,
- la Direction départementale des territoires,
- le Service départemental d'incendie et de secours,
- le Service de navigation de Rhône Saône.

La réponse de ces services sera à transmettre à l'autorité environnementale, une fois que celle-ci vous aura sollicité.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L.512-2 du Code de l'Environnement, il y a lieu d'informer Monsieur le Maire de Pontet du dépôt de cette demande d'autorisation d'exploiter sur sa commune, que ce dossier a été déclaré recevable, et de l'informer également de la saisine du Président du Tribunal Administratif de Nîmes afin qu'un commissaire enquêteur soit nommé dans le cadre de l'enquête publique à venir.

La rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement détermine un rayon d'affichage de deux kilomètres pour l'enquête publique.

Cette enquête concernerait donc les communes de :

- Le Pontet,
- Avignon,
- Sorgues,
- Villeneuve lès Avignon (30).

Le présent projet est soumis à étude d'impact. En application des articles L.122-1, R.122-1, R.122-13 et du titre I du livre V du Code de l'Environnement, ce dossier doit être soumis à l'avis de l'autorité environnementale préalable au lancement de l'enquête publique.

Le Préfet de région est l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement définie à l'article R.122-1-1 qu'il convient de saisir pour avis. Étant donné que le Préfet de région PACA a donné délégation au Directeur de la DREAL pour cet avis, il convient donc de saisir directement le service de la DREAL en charge de cet avis, à l'adresse suivante :

Service de l'État en Vaucluse,
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de PACA,
Unité Territoriale de Vaucluse,
84 905 AVIGNON CEDEX 09.

Le dossier étant déjà en possession de la DREAL, il est inutile d'accompagner cette saisine d'un autre exemplaire du dossier.

Cet avis doit être émis dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier par l'autorité environnementale, à défaut, l'avis sera réputé favorable.

Celui-ci (ou l'information sur l'existence d'un avis tacite) sera rendu public par voie électronique sur un site Internet, transmis au pétitionnaire et joint au dossier d'enquête publique.

Nous proposons d'adresser le présent rapport à Monsieur le Préfet de Vaucluse, Direction Départementale de la Protection des Populations, Service prévention des risques, comme suite à sa transmission visée en référence.